

6.1 Consommation des ménages

En 2018, en volume, la **dépense de consommation des ménages** décélère (+ 0,9 %, après + 1,4 % en 2017 et + 1,8 % en 2016). Elle contribue pour 0,4 point à la croissance du produit intérieur brut. Son évolution est nettement inférieure au rythme d'avant-crise, mais elle égale le rythme moyen d'après-crise. Hormis les achats de téléviseurs, portés par la Coupe du monde de football, les achats de biens durables poursuivent leur ralentissement, tout en restant plus dynamiques que l'ensemble de la consommation : ils représentent 8,4 % de la consommation des ménages et progressent de 1,6 % en volume. La **consommation effective des ménages**, incluant les dépenses directement financées par la collectivité, augmente au même rythme que la dépense de consommation des ménages en 2018. En effet, la **dépense de consommation individualisable** des administrations publiques évolue quasiment comme celle des ménages ; celle des **institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)** est plus dynamique, mais son poids est relativement faible.

En valeur, le **revenu disponible brut (RDB) des ménages** poursuit son accélération (+ 2,7 %, après + 2,2 % en 2017 et + 1,8 % en 2016). Cependant, l'inflation accélère plus nettement encore (+ 1,5 %, après + 0,8 %), si bien que le RDB en termes réels progresse légèrement moins vite qu'en 2017. Le **pouvoir d'achat** des ménages par unité de consommation ralentit très légèrement (+ 0,7 %, après + 0,8 %) mais sa hausse reste relativement élevée pour la période post-crise. Une fois

déduites les **dépenses pré-engagées**, le pouvoir d'achat du **revenu arbitral** par unité de consommation suit le même rythme ; les dépenses pré-engagées évoluent quasiment comme l'ensemble des dépenses.

L'hébergement et la restauration restent très dynamiques en volume malgré des prix en hausse. La fréquentation touristique atteint un nouveau record en Île-de-France avec environ 50 millions de touristes en 2018. Le dynamisme de la dépense en hôtels-café-restaurants en volume est principalement le fait de la restauration mobile (restaurants et services). La dépense en transports décélère mais reste assez dynamique en volume malgré la hausse des prix. Cette croissance est principalement portée par la dépense des ménages en équipement automobile et par les achats de véhicules en *leasing*, même si ceux-ci ralentissent tendanciellement.

En 2018, les consommations de tabac, d'alimentation, de boissons alcoolisées et d'habillement se replient. La dépense des ménages en tabac recule fortement en volume, du fait de la hausse des prix. Les Français achètent toujours moins de viandes dans un contexte de hausse modérée des prix. La dépense en fruits et légumes se replie davantage en volume qu'en 2017, tandis que les prix accélèrent en raison notamment du climat sec en France métropolitaine. La dépense en articles d'habillement et en chaussures baisse nettement en volume dans un contexte de prix quasi stables. Ce recul est le fait tant des dépenses en habillement que des dépenses en chaussures. ■

Définitions

Dépense de consommation finale des ménages : recouvre les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables (voitures, électroménagers, meubles, etc.). La dépense de consommation finale des ménages inclut la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. Elle inclut également les loyers imputés qui sont représentatifs des services de logement produits par les propriétaires qui occupent leur propre logement.

Consommation effective des ménages, dépense de consommation individualisable, dépenses pré-engagées, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), pouvoir d'achat, revenu arbitral, revenu disponible brut des ménages : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « En 2018, la consommation des ménages ralentit plus fortement que le pouvoir d'achat », *Insee Première* n° 1757, juin 2019.
- « Les comptes de la nation en 2018 – Le PIB ralentit nettement (+ 1,7 % après + 2,3 %), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Consommation des ménages 6.1

Consommation des ménages par fonction

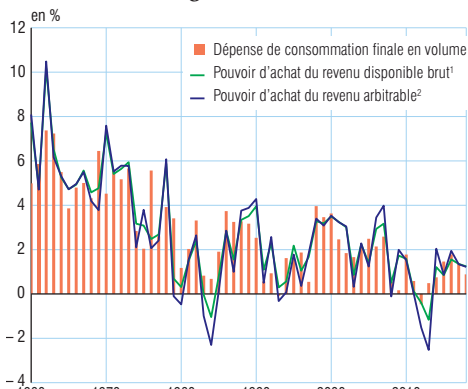
	Consommation en milliards d'euros	Variation annuelle en volume en %				Poids dans la valeur de la consommation effective en %
	2018	2016	2017	2018	2008	2018
Alimentation et boissons non alcoolisées	162,2	1,1	0,4	-0,7	9,9	10,0
Produits alimentaires	148,0	1,1	0,2	-0,9	9,1	9,1
dont : pain et céréales	27,5	3,2	3,3	2,0	1,5	1,7
viandes	36,4	-1,0	-1,5	-2,4	2,4	2,2
poissons et fruits de mer	8,5	-2,2	-3,8	-3,4	0,6	0,5
lait, fromages et oeufs	20,9	0,4	0,5	0,1	1,4	1,3
fruits et légumes	33,0	3,4	-0,3	-2,5	1,8	2,0
Boissons non alcoolisées	14,2	1,3	2,7	1,4	0,8	0,9
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	46,0	0,0	-0,8	-3,8	2,6	2,8
dont : boissons alcoolisées	21,1	0,8	0,0	-0,9	1,2	1,3
tabac	21,6	-1,0	-2,1	-7,6	1,2	1,3
Articles d'habillement et chaussures	44,9	-0,5	1,4	-2,6	3,4	2,8
Logement, chauffage, éclairage	325,0	1,4	0,7	1,4	19,0	20,0
dont : location de logement	235,2	1,2	1,3	2,1	13,6	14,4
chauffage, éclairage	52,8	3,5	-1,7	-1,7	3,2	3,2
Équipement du logement	58,8	2,2	2,1	0,3	4,0	3,6
Santé	49,2	2,0	-1,3	1,1	3,1	3,0
Transport	173,8	4,0	3,6	1,6	10,8	10,7
dont : achats de véhicules	43,8	7,9	4,5	0,8	2,8	2,7
carburants, lubrifiants	41,3	1,9	-0,3	0,0	2,8	2,5
services de transports	30,0	1,7	3,9	1,6	1,7	1,8
Communications	29,4	0,0	2,9	2,8	2,5	1,8
Loisirs et culture	97,8	1,6	1,6	1,5	6,8	6,0
Éducation	5,9	1,0	6,9	-0,2	0,3	0,4
Hôtels, cafés et restaurants	93,5	2,0	5,3	4,3	5,0	5,7
Autres biens et services	150,4	-0,4	2,6	0,5	10,2	9,2
dont : soins personnels	30,9	2,0	0,3	-0,6	1,9	1,9
assurances	52,0	-0,9	3,7	-0,2	3,3	3,2
Correction territoriale	-17,1	-23,1	30,9	-1,5	-1,3	-1,1
Dépense de consommation des ISBLSM¹	48,7	1,6	1,5	1,3	2,6	3,0
Dépense de consommation des APU²	360,3	1,9	1,6	0,8	21,2	22,1
dont : santé	165,5	3,9	3,2	1,9	9,4	10,2
éducation	101,5	0,9	0,2	0,6	6,2	6,2
Consommation effective des ménages	1 628,8	1,8	1,4	0,9	100,0	100,0

1. Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Évolution de la dépense et du pouvoir d'achat des ménages de 1960 à 2018



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

2. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non « pré-engagées » des ménages.

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Dépense de consommation des ménages par fonction de consommation dans quelques pays de l'UE en 2017

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	10,6	12,3	13,3	14,2	8,2
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	3,2	3,6	3,7	4,1	3,3
Articles d'habillement et articles chaussants	4,8	4,4	3,8	6,1	5,5
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	23,5	21,7	26,2	23,3	26,7
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	6,8	4,3	4,9	6,2	5,2
Santé	5,2	4,1	4,0	3,5	1,9
Transports	14,7	11,6	13,6	12,3	13,2
Communications	2,9	2,6	2,4	2,3	1,9
Loisirs et culture	9,2	7,4	7,9	6,7	9,8
Enseignement	0,9	1,8	0,5	1,0	1,8
Restaurants et hôtels	5,5	16,8	7,3	10,3	9,6
Autres biens et services	12,7	9,5	12,4	9,9	12,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Eurostat (extraction du 27 août 2019).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard